



# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin SNCF – secteur Strasbourg

20 février 2025

## Licenciements : pour que la peur change de camp !

*Aux États-Unis, l'agence fédérale consacrée à l'aide internationale a été démantelée en quelques semaines, sans même que ses employés aient pu récupérer leurs affaires personnelles. Cela a concerné 2 200 agents fédéraux. La semaine dernière, ce sont 200 000 fonctionnaires stagiaires qui ont été licenciés. Les Trump et les Musk s'en prennent aux migrants et aux fonctionnaires. Et, demain, à toutes les travailleuses, à tous les travailleurs, qu'ils attaquent bout par bout.*

### **L'hécatombe, c'est aussi de ce côté de l'Atlantique !**

Cela se passe aux États-Unis et Trump-Musk sont des brutes ? Certes. Mais ce que font l'État et les patrons français est-il si différent ? Vendredi, on apprenait que le personnel de trois revues musicales prestigieuses était licencié par leur nouveau propriétaire, le PDG du groupe Albin Michel : rentables, mais pas assez ! Même chose dans l'industrie du jeu vidéo qui a licencié 14 000 personnes dans le monde en 2024, dont plusieurs centaines en France. À Cholet et Vannes, Michelin a décidé de fermer deux usines : 1 254 travailleurs licenciés. Même chose pour les salariés du groupe Auchan qui a annoncé le licenciement de 2 389 salariés. Et l'on ne compte pas les entreprises plus petites qui ferment leurs portes, sous-traitants de donneurs d'ordre qui ne leur en donnent plus, justement. Depuis septembre 2023, il y a eu, selon la CGT, 286 plans de suppressions d'emplois concernant près de 300 000 travailleurs. Pendant ce temps, ce qui occupe le gouvernement, c'est sa propagande raciste sur l'insécurité (montée en épingle) et contre les migrants. Sur les licenciements, silence radio. Quand le gouvernement s'intéresse à l'emploi, c'est pour durcir les conditions du chômage !

### **Leurs milliards de profits et la menace du chômage sur tous les travailleurs**

Michelin affiche 1,9 milliard de profits. Auchan appartient à la famille Mulliez, cinquième fortune de France, et a touché ces dernières années plus de 500 millions d'euros d'aides publiques en tout genre. En 2024, les entreprises du CAC 40 ont distribué 98 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Les grosses entreprises donneuses d'ordre, celles qui sont

à l'origine de la vague de licenciements, vont bien. Alors, pourquoi ces licenciements ? Bien sûr pour faire davantage de profits en exigeant le même travail avec moins de salariés. Mais pas seulement. Aux États-Unis, un des chefs de l'administration Trump déclarait il y a deux ans, parlant des fonctionnaires : « Nous voulons que les bureaucrates soient traumatisés », ajoutant qu'il voulait qu'ils aillent au travail la boule au ventre. Et c'est bien le résultat que le patronat, là-bas comme ici, voudrait obtenir : précariser tous les emplois, faire que tous les travailleurs – même ceux qui se croient protégés par leur statut ou la spécificité de leur travail – se sentent menacés et acceptent tout sans rechigner.

### **S'organiser pour une contre-offensive de tous les travailleurs**

Les directions syndicales dénoncent les licenciements. Mais elles laissent les travailleurs licenciés se battre entreprise par entreprise, et beaucoup le font avec détermination. Mais seuls, les uns après les autres, donc. Sans réelle coordination et sans autre perspective que de tenter de négocier le plus possible d'indemnités. Mais, même pour cet objectif-là, c'est tout autre chose qui serait nécessaire ! Pour lutter contre les licenciements, les rendre impossibles, il faut une mobilisation d'ensemble, car oui, toutes les travailleuses et tous les travailleurs sont menacés. En l'absence de volonté des directions syndicales, c'est par en bas qu'il faut créer les liens et fixer des objectifs communs. Pour élargir progressivement la mobilisation d'une usine à la région, de la région au pays, en faire un événement politique. Et faire que ce soient les patrons et les possédants qui aient la boule au ventre !

### ***Farandou justifie le prix des billets TGV***

A l'occasion d'une émission sur BFM-TV récemment, Farandou, le PDG de la SNCF a justifié les prix exorbitants des billets de TGV par les investissements dans les technicentres chargés de la maintenance. Le prix des billets de train qui en font presque un luxe, ça on le voit. En revanche, pour l'amélioration des conditions de travail dans les ateliers, il faudra repasser ! Il a aussi avancé comme argument la hausse de la taxe des péages. Péages payés à... SNCF Réseau. Absurde ? C'est pourtant cette même entourage qu'ils mettent en place avec leur "concurrence".

### ***Nouvelle instrumentalisation du gouvernement***

Depuis deux semaines, le ministère de l'intérieur a fait de la récupération sur un grave accident de car ayant causé la mort d'une jeune collégienne pour faire un coup de com' répressif. Il a déployé des flics pour réaliser une avalanche de tests alcoolémie, dépistages de cannabis et autres drogues auprès des conducteurs de bus. Des contrôles faits au terminus, et parfois même en plein trajet, avec tous les passagers à bord. Assurer notre sécurité et celle des voyageurs est un sujet trop important pour qu'on laisse capot Retailleau faire une démonstration policière aussi intimidante qu'inefficace. Jugez plutôt : près de 10 000 contrôles ont eu lieu et seulement 0,5% des collègues sont en faute. C'est 0,5% de trop, mais ce n'est pas non plus l'épidémie contre laquelle le gouvernement prétend vouloir lutter. Pour enterrer la consommation de substances psychoactives incompatibles avec la conduite, ce n'est pas de flics qui viennent une fois après un drame dont on a besoin, mais d'une conscience professionnelle forte, assise sur des collectifs de travail soudés !

### ***Accident ferroviaire en Grèce : pour la vérité et la justice***

En Grèce, depuis fin janvier, des manifestations massives s'organisent à travers le pays pour réclamer la transparence et la justice pour les 57 victimes de l'accident ferroviaire survenu en 2023. Pire accident de l'histoire du pays, il a mis en lumière la vétusté du réseau : les deux trains ont pu circuler 19 minutes sur la même voie sans qu'aucun système de sécurité ne l'empêche. C'est un agent local, chef de l'une des gares du parcours, qui a été condamné pour négligence. Mais concernant les causes réelles de l'incendie survenu suite au crash ou la mauvaise qualité du réseau ferroviaire, aucune avancée malgré les promesses du gouvernement. Comme le disait un des organisateurs des manifestations : « Nous sommes ici aujourd'hui pour protester pour les 57 morts, pour protester contre le crime qui a eu lieu à Tempi, mais aussi contre la politique qui place les profits en premier et les vies humaines en second ».

### ***Grève chez Captrain***

La grève chez Captrain pour l'augmentation des salaires entamée le 20 janvier a pris fin vendredi dernier. Si nos collègues n'ont pas arraché d'augmentation, ils peuvent néanmoins garder la tête haute : c'est la première fois qu'on voyait un mouvement d'une telle ampleur dans cette entreprise ! Et en tout cas les collègues ont pris la bonne voix : celle de la lutte collective. Les fins de mois difficiles, on connaît tous ! C'est pourquoi leur combat ne peut que susciter notre solidarité... Et l'envie d'y aller aussi ? Sous-effectifs, bas salaires : les entreprises du ferroviaire se font concurrence en nous exploitant toujours plus et en comptant sur nos divisions. Il ne tient qu'à nous de les faire reculer, en leur imposant notre unité, dans la lutte !

### ***Jean Castex en garde à vue : un de plus***

L'ancien Premier ministre et actuel patron de la RATP, Jean Castex, été entendu, placé en garde à vue puis libéré par les gendarmes de la section de recherches de Montpellier pour des décisions prises lorsqu'il présidait une communauté de communes en 2017 dans les Pyrénées-Orientales. Il a été entendu pour faux, usage de faux et détournement de fonds publics dans le cadre d'une enquête préliminaire. Il s'agit du 27e ministre ou ex-ministre impliqué dans des affaires politico-judiciaires depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017. La république exemplaire promise par le locataire de l'Élysée se porte de mieux en mieux.

### ***Les licenciements... ça peut rapporter gros***

L'Humanité vient de publier une enquête sur ceux qui profitent des « plans de sauvegarde de l'emploi », c'est-à-dire des licenciements. Professionnels des restructurations et cabinets de reclassement s'en mettent plein les poches pour une efficacité contestable et contestée. L'enquête cite l'exemple du cabinet qui « accompagne » actuellement les quelque 2 900 salariés de Casino qui vont perdre leur emploi. Le cabinet aurait facturé 2 250 euros par personne licenciée, au total environ de 6,5 millions d'euros. En moyenne, et selon les cas, le coût estimé varie entre 2 000 et 5 000 euros par salarié qui va perdre son emploi. Avec la multiplication des plans de sauvegarde de l'emploi, experts en restructuration, avocats spécialisés en fermeture d'usines, et « coachs » en reclassement s'en mettent plein les poches.